

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



DE LA RÉGION RÉUNION

Jeudi 17 août 2017

Didier ROBERT, Sénateur, Président de la Région demande au Gouvernement de considérer à leur juste valeur les emplois Verts de La Réunion

Ces dernières semaines ont été marquées par la volonté unilatérale du Gouvernement de diminuer le nombre de contrats aidés, CAE-CUI dans les établissements scolaires.

Le recul de l'Etat sur les dotations aux collectivités d'abord et aujourd'hui sur le financement des emplois aidés s'accroît. La diminution récurrente de la participation de l'État depuis 2016 de manière insidieuse (en commençant par baisser la durée hebdomadaire des contrats de 24 à 22 heures) jusqu'à une baisse progressive de son taux d'intervention sur tous les types de bénéficiaires tout en rabaissant la durée du contrat est inquiétante et grave.

Alors que les discussions semblent avancer entre les mairies et l'État, le dispositif des emplois-verts, concerné lui aussi par la baisse des quotas et la baisse du financement des emplois aidés, a été entièrement occulté par le représentant du Gouvernement présent dans notre île. Une volonté contraire aux prévisions que les services de l'État ont imposé aux collectivités dans le cadre de la gestion comptable et humaine dès le début de l'année. La Région a été maintes fois sollicitée par la DIECCTE pour connaître les besoins sur l'année 2017 à répartir sur les deux semestres. Il a été admis que l'effectif de l'année précédente servirait de référence, soit 1800 contrats acquis en 2016.

En tant que Président de Région, j'ai interpellé la Ministre des Outre-mer le 21 juillet 2017. Les services de l'État sont depuis plusieurs semaines alertés sur la question des emplois aidés afin de maintenir les chantiers emplois-verts pour le second semestre de cette année. À ce jour, aucune information claire et précise ne permet à la collectivité de prendre les mesures attendues afin que les dirigeants des associations et leurs employés puissent sereinement planifier leurs missions sur l'ensemble du département. L'absence de réponse rapide de la part de l'État dans les prochaines semaines constituerait un véritable drame humain, social, économique et sanitaire.

En effet, ce sont 1 200 personnes qui seraient ainsi privées d'un contrat et autant de foyers qui devront subir cette situation.

Par ailleurs, ce serait une centaine de chantiers et de sites qui serait abandonnée. Faut-il rappeler l'utilité de ces chantiers ? L'absence d'entretien des sites risque malheureusement de nuire, d'une part, à l'image de notre Île, et d'autre part constitue un véritable risque sanitaire en favorisant le développement des maladies vectorielles. La crise du Chikungunya reste un traumatisme pour notre île.

Le dispositif des emplois-verts revêt une grande importance pour notre île, de même que les emplois aidés dans les écoles. Le Gouvernement ne peut se permettre d'avoir un traitement différencié.

Il devient urgent que l'État se positionne rapidement dans l'intérêt des familles bénéficiaires de ces emplois verts et des associations et de notre île.

Une décision brutale serait clairement le signe d'un non-respect des prévisions et des engagements pris par les différentes parties.

